

La France a-t-elle vraiment un problème avec le concept américain de dissuasion intégrée ?

David Pappalardo | 14 décembre 2023 | ARTICLES | 



Le concept de « dissuasion intégrée » (« *Integrated Deterrence* ») occupe une place centrale dans la [stratégie de défense nationale américaine](#) publiée par l'administration Biden fin 2022. De manière classique, il inclut plusieurs approches de la dissuasion, qu'il s'agisse de la dissuasion par déni (diminuer les chances de succès adverses), par résilience (réduire ses gains) ou par imposition de coûts directs et collectifs (accroître le coût de son action), tout en s'appuyant sur un signalement adapté à l'adversaire. La dissuasion intégrée doit également permettre une meilleure gestion de l'escalade, particularisée à chaque cas de figure (reprenant ainsi le concept de « *tailored deterrence* »). Devant répondre à un problème de dissuasion au sens large, en particulier sous le seuil nucléaire et dans les zones grises, le concept s'appuie sur une triple intégration : d'une part, celle de tous les services du Pentagone dans une logique multi-domaine afin d'imposer des dilemmes stratégiques à l'adversaire ; d'autre part, celle des différents acteurs de l'administration (« *whole-of-government approach* ») ; enfin, celle des alliés et partenaires des États-Unis que ce soit en Europe ou dans l'Indopacifique.

Dans leur étude [No I in Team](#) publiée en décembre 2022, les chercheuses américaines Stacie Pettyjohn et Becca Wasser proposent une grille analytique pour opérationnaliser la dissuasion intégrée, en concentrant leur attention sur la place des alliés dans ce concept. Elles identifient trois niveaux d'intégration – stratégique, institutionnel et tactique – ainsi que les obstacles à l'intégration des alliés pour chacun de ses niveaux. L'étude rapporte notamment les propos « d'un officiel d'un pays allié » interrogé en amont par les autrices dans le cadre de leurs recherches : « *nous avons deux problèmes avec la dissuasion intégrée – le premier concerne l'intégration, le second la dissuasion* ».

Même si la nationalité de « cet officiel » est pudiquement passée sous silence, il n'est guère de secret que la France est l'un des alliés des États-Unis qui a exprimé le plus de préoccupations et de scepticisme à l'égard de la notion de dissuasion intégrée depuis que celle-ci a été introduite par l'administration Biden. La défiance française s'explique par le fait que Paris s'affirme depuis plus de 60 ans comme une puissance nucléaire indépendante, souvent désireuse de se dissocier des concepts américains jugés incompatibles avec ses priorités et ses moyens (comme par exemple, la doctrine américaine de « réponse

flexible »). Historiquement, la dissuasion nucléaire française s'est même construite sur les doutes qui habitaient sur la crédibilité en toutes circonstances de la dissuasion élargie américaine. Que le responsable cité dans l'étude de Pettyjohn et Wasser ait été français ou non, il ne fait aucun doute que cela aurait pu être le cas.

S'il existe indéniablement des différences de fond entre la dissuasion à la française et le concept américain de dissuasion intégrée, les débats se cristallisent bien trop souvent sur des questions purement sémantiques. Celles-ci capturent inutilement l'attention et tendent in fine à occulter le fait qu'il existe également de nombreux points de convergence entre la pensée stratégique française et celle des États-Unis quant à la manière de dissuader, de décourager et de contraindre les adversaires potentiels. Mon intention est ici de lever le voile sur ces disputes sémantiques qui polluent le débat stratégique et empêchent la France et les États-Unis de se concentrer sur la noblesse de l'objectif : comment mieux dissuader leurs adversaires communs, mieux anticiper les scénarii de contournement de la dissuasion nucléaire ou de rupture du tabou nucléaire et in fine mieux joindre leurs efforts pour maîtriser l'escalade en leur faveur lors d'un conflit régional.

La dissuasion à la française

Puissance nucléaire depuis 1964, la France fait une distinction nette entre la *Grande Dissuasion* qui est uniquement nucléaire, et la *petite dissuasion* – qualifiée généralement de *découragement* et qui inclut tous les instruments de la puissance militaire dans tous les milieux et tous les champs. Or, le mot anglais « *deterrence* » encapsule ces deux réalités, ce qui nourrit malentendus et incompréhension lorsqu'on passe d'une langue à l'autre.

Dans l'acception française, la dissuasion ne peut en effet être que nucléaire et constitue la « *clé de voûte de sa sécurité* » : elle vise à « protéger la France et les Français contre toute menace d'origine étatique contre nos intérêts vitaux, d'où qu'elle vienne et quelle qu'en soit la forme ». Son principe repose sur la capacité à « *infliger des dommages absolument inacceptables sur [les centres de pouvoir d'un État agresseur]* ». Comme Thomas Schelling, la France estime ainsi que la promesse de dommages inacceptables offerte par les armes nucléaires (« *power to hurt* ») est bien plus influente sur les calculs coûts/ bénéfices de l'adversaire que l'espoir de contrer son attaque (« *power to oppose* ») dès lors qu'il s'agit de la défense des intérêts vitaux. On retrouve cette même logique chez le général Beaufre lorsque ce dernier écrit dans Introduction à la Stratégie qu'il « *n'existe de véritable protection que dans la menace de représailles* ». Dans cette acception, l'idée même d'un échec de la dissuasion (nucléaire) n'est pas concevable à rebours de l'expression américaine consacrée « *should the deterrence fail* », qui s'applique à « d'autres formes de dissuasion » dont l'échec est par nature anticipé. De la même manière, la notion de dissuasion conventionnelle ne trouve pas sa place dans le langage stratégique français qui consacre les armes nucléaires comme seules à même d'infliger « *des dommages inacceptables* ».

Pour autant, cette singularité sémantique s'arrête aux frontières de l'hexagone. En anglais, le mot *deterrence* couvre aussi la *petite dissuasion* qui, elle, n'a pas de dimension nucléaire. C'est la raison pour laquelle la France préfère utiliser le mot *découragement* afin de marquer la distinction avec la grande *dissuasion*, même si cela s'accompagne parfois de nombreux malentendus et débats (inutiles) – d'abord avec les alliés de l'OTAN en raison de la traduction en anglais ; mais aussi, en France, où la communauté non nucléaire conteste régulièrement le détournement et la confiscation du mot « dissuasion » par la communauté nucléaire. Au-delà de la sémantique, la revue nationale stratégique française de 2022 reconnaît pourtant que la dissuasion nucléaire n'est pas suffisante pour protéger et défendre l'ensemble des intérêts de la France : l'autonomie de la France repose également « *sur le renforcement d'un modèle d'armée crédible, cohérent et équilibré. Cela exige des forces conventionnelles dont le dimensionnement et l'équipement permettent une articulation avec les forces nucléaires suffisamment robuste pour préserver la liberté d'action du Président de la République et éviter un contournement de la dissuasion par le bas* » (paragraphe 62). Dans sa vision stratégique, le général Burkhard, chef d'état-major des armées françaises, introduit le triptyque compétition – contestation – affrontement, révoquant au passage le modèle du continuum paix-crise-guerre. Il souligne que la compétition est désormais « *le mode normal d'expression de la puissance* » et une forme de « *guerre avant la guerre* » qui se déroule sur tout le spectre de la conflictualité. « *Gagner la guerre avant la guerre* » consiste donc à signifier sa détermination, à clarifier ses intentions et à décourager ses adversaires en articulant autant que possible ses actions dans tous les milieux et tous les champs, notamment en s'appuyant sur tous les outils permettant de façonner les perceptions. Or, il est illusoire de penser que l'on peut « décourager » toutes les actions de nos compétiteurs dès lors qu'elles ne s'attaquent pas directement à des intérêts vitaux. Autrement dit, il est vain de penser que l'on peut tout « dissuader » au sens anglo-saxon du terme : la petite dissuasion peut échouer et échoue plus souvent que nous le souhaitons – d'où la nécessité de conserver les moyens de s'engager avec ses alliés dans un affrontement de haute intensité.

La « *deterrence* » américaine recouvrant ainsi à la fois la dissuasion nucléaire et ce que la France appelle les actions de

découragement, on comprend ainsi que les doutes de Paris sur la question d'une intégration avec Washington, concernent bien plus le champ nucléaire que celui de la « guerre avant la guerre ».

L'intégration n'est pas toujours souhaitable ni possible au niveau stratégique

Le mot « intégration » est depuis plusieurs années l'expression valise de la pensée stratégique. Or, comme tous les mots élastiques, ils portent en leur sein un péril, celui de la disparition de la nuance. Rien qu'au niveau stratégique, l'intégration peut en effet être interprétée d'au moins trois manières différentes, qui sont toutes problématiques pour la dissuasion nucléaire française.

Premièrement, l'intégration de tous les outils concourant à la dissuasion générale va de pair avec le risque de dilution du rôle des armes nucléaires dans la grande stratégie. Comme indiqué précédemment, la dissuasion nucléaire est une fonction permanente qui ne peut souffrir d'aucun échec dans la mesure où elle est garante de la protection de nos intérêts vitaux. En revanche, celle-ci peut être contournée « par le bas » et l'on ne parvient pas toujours à décourager nos compétiteurs d'entreprendre des actions qui ne nous sont pas favorables, en particulier lorsque les enjeux sont limités. En intégrant les deux dans la même formule, comment s'assurer que les échecs réguliers de la *petite dissuasion* face à des conflits hybrides ou à d'autres formes limitées de conflit, ne compromettent pas la crédibilité de la *grande dissuasion* dans l'esprit de l'adversaire ? Le risque est particulièrement réel si l'on considère que la dissuasion intégrée vise à donner aux États-Unis la capacité de dissuader tout type d'action hostile, qu'elle soit cinétique ou non cinétique, indirecte ou directe, et qu'elle vise les États-Unis eux-mêmes, leurs alliés ou autres partenaires. L'ambition de la tâche s'accompagne nécessairement d'un plus grand risque d'échec dans la mesure où il est impossible de tout dissuader.

L'agression militaire non provoquée et injustifiée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine offre un cas d'étude intéressant : du point de vue de l'OTAN, il est raisonnable de dire que la dissuasion nucléaire a fonctionné, puisque la Russie s'est abstenue d'attaquer les pays de l'Alliance atlantique, même lorsque que ces derniers ont mis en place des centres logistiques et de formation dans les pays limitrophes de l'Ukraine pour la soutenir militairement. Inversement, il ne fait aucun doute que l'Occident n'a pas réussi à dissuader la Russie d'attaquer l'Ukraine, nonobstant leurs avertissements répétés vers le Kremlin. Or, de nombreux observateurs ont fait l'amalgame en affirmant que c'était la dissuasion générale qui avait échoué, remettant en cause la pertinence de la dissuasion nucléaire. Au final, la singularité des armes nucléaires dans l'exercice de la grande dissuasion mérite probablement une approche distincte et plus spécifique en matière de signalement stratégique.

Deuxièmement, le concept de dissuasion intégrée peut être confondu avec la volonté d'établir un continuum entre le conventionnel et le nucléaire, idée que la France rejette totalement (et que les États-Unis eux-mêmes ne défendent pas nécessairement comme nous le verrons plus bas). En effet, la dissuasion nucléaire française vise à prévenir une guerre majeure, et non à gagner une bataille nucléaire, Paris étant convaincu que l'utilisation de l'arme nucléaire changerait inévitablement la nature d'un conflit. Pour cette raison, il n'existe pas de définition claire de ce que sont les intérêts vitaux de la France, étant donné que la politique déclaratoire en matière de nucléaire répond à une dialectique de signaux et d'incertitudes : fixer une ligne rouge peut être interprété comme un « feu vert » à tout type d'agression qui resterait en deçà de ce seuil. Un certain degré d'ambiguïté contribue au contraire à l'efficacité de la dissuasion en compliquant les calculs de tout adversaire potentiel qui tenterait d'agir « *en dessous du seuil* ». De manière imagée, la France privilégie un dégradé de rouge plutôt qu'une ligne écarlate, l'idée étant de semer le doute dans le cerveau de l'adversaire, pas dans celui de nos décideurs.

Enfin, une véritable intégration au niveau stratégique entre les Alliés (même proches) demeure « *plus une aspiration qu'une réalité* », comme le soulignent Pettyjohn et Wasser elles-mêmes dans leur rapport. En effet, deux pays peuvent partager des valeurs sans que les intérêts soient systématiquement alignés. Or, l'intégration stratégique entre deux alliés peut soulever des problèmes d'intrication, qui entraînerait l'un des acteurs dans une direction non conforme à ses propres intérêts. Dès lors que la « *définition précise de l'intérêt vital relève de la seule responsabilité du Président, en fonction des circonstances* », il serait naïf de penser un instant que la dissuasion nucléaire française puisse ainsi être intégrée à la stratégie américaine en toutes circonstances. Historiquement, la dissuasion nucléaire française s'est même construite sur les doutes qui habitaient sur la crédibilité en toutes circonstances de la dissuasion élargie américaine. Quand bien même cela serait possible, il n'est pas acquis qu'un tel niveau d'intégration augmenterait en outre les effets dissuasifs vis-à-vis de nos adversaires communs. Au sein de l'OTAN, par exemple, les forces nucléaires stratégiques indépendantes françaises ont un rôle dissuasif propre et contribuent de manière significative à la sécurité globale de l'Alliance en compliquant les calculs des adversaires potentiels, comme cela a été reconnu depuis le sommet de l'OTAN à Ottawa en 1974. En rendant l'exercice moins lisible pour l'adversaire, une forme de désintégration des postures de dissuasion nucléaire des différents pays du P3 peut ainsi avoir des effets bénéfiques sur

l'ambition commune de dissuader toute agression nucléaire à leur rencontre.

Et pourtant, une convergence notable des approches en dépit des imbroglios sémantiques

Un examen plus approfondi de la doctrine et de la politique françaises et américaines révèle ce que tendent à cacher les querelles sémantiques et les incompréhensions qui en découlent. Trois points en particulier sont de nature à « rassurer » Paris et ils méritent d'être soulignés.

Tout d'abord, la [revue sur la posture nucléaire américaine de 2022](#) (*Nuclear Posture Review* ou NPR) affirme que « *dans un avenir prévisible, les armes nucléaires continueront à fournir des effets de dissuasion uniques qu'aucun autre élément de la puissance militaire américaine ne peut remplacer* ». Ce langage balaie le risque de dilution des armes nucléaires dans la stratégie de dissuasion américaine identifiée précédemment. Il est en pleine cohérence avec l'attachement singulier de la France aux armes nucléaires pour la défense de ses intérêts vitaux.

Les États-Unis ont également rejeté les options doctrinales de non usage en premier des armes nucléaires (*No First Use policy*) ou même celle restrictive de *Sole Purpose* (affirmant que le rôle des armes nucléaires est uniquement de dissuader une attaque nucléaire). Washington préserve ici ainsi la notion d'ambiguïté calculée dans sa politique déclaratoire, notion chère à la France dans la mesure où elle prive l'adversaire d'une marge de manœuvre qu'il pourrait utiliser à des fins d'intimidation ou de coercition. Au final, l'intégration tant souhaitée par les Américains résulte également dans l'écoute attentive des préoccupations argumentées de leurs alliés, dans la mesure où les échanges bilatéraux en amont de la diffusion de la NPR y sont pour beaucoup dans le choix final de Washington – qui n'avait pourtant pas la faveur de l'administration Biden lorsque celle-ci est arrivée aux commandes.

Enfin, contrairement à ce qui est régulièrement affirmé en France, rien dans la NPR n'indique que les États-Unis ont établi un continuum entre les forces conventionnelles et nucléaires. En revanche, les deux pays soulignent effectivement le rôle des capacités non nucléaires dans les plans de dissuasion. Alors que [la revue de posture stratégique française de 2022](#) souligne que des forces conventionnelles crédibles « *permettront l'épaulement robuste des forces nucléaires* » (paragraphe 183), le NPR appelle à une approche pragmatique de la dissuasion intégrée qui « [tire parti des attributs uniques d'un ensemble de forces multi-domaines pour permettre une gamme d'options de dissuasion soutenues par une dissuasion nucléaire crédible](#) ». L'inversion de la formulation mérite toutefois d'être soulignée, car elle met en lumière les priorités de chaque État (pour la France, les forces conventionnelles permettent l'épaulement robuste des forces nucléaires tandis que pour Washington, la force nucléaire est l'ultime soutien des capacités non-nucléaires dans l'exercice de la dissuasion).

« *Je ne dispute jamais du nom, pourvu qu'on m'avertisse du sens qu'on lui donne* », écrivait le philosophe français Blaise Pascal dans [Les Provinciales](#) au XVII^e siècle. La plupart des débats qui subsistent entre la France et les États-Unis sur la dissuasion intégrée portent sur des questions purement sémantiques, faisant parfois oublier aux différentes parties prenantes que nous sommes d'accord sur de nombreux points, tels que (i) la valeur unique des armes nucléaires pour dissuader les attaques stratégiques ; (ii) la nécessité de préserver une ambiguïté calculée dans les politiques déclaratoires ; (iii) la nécessité d'un soutien mutuel des armes nucléaires et conventionnelles dans l'exercice de la dissuasion.

Se débarrasser des querelles sémantiques ne peut qu'être bénéfique pour mieux se concentrer sur les véritables défis. Premièrement, si l'intégration au niveau stratégique n'est ni toujours possible ni systématiquement souhaitable, il est toujours possible de mieux synchroniser les activités nucléaires et les manœuvres de signalement dans des circonstances spécifiques, tout en préservant l'autonomie stratégique de la France. Deuxièmement, au niveau non nucléaire, il convient de noter que la France promeut également sans relâche l'intégration de tous les milieux et tous les champs pour « *gagner la guerre avant la guerre* », tout en étant capable de l'emporter avec ses alliés et ses partenaires dans un conflit de haute intensité. C'est ce que traduit [l'ambition du général Burkhard](#) pour les forces armées françaises, qui doivent être en mesure de proposer au Président de la République « *une très large palette d'options militaires, combinant des effets maîtrisés dans tous les milieux et champs de confrontation, avec une attention particulière pour l'action dans les milieux exo-atmosphérique et cyber et dans le champ informationnel, afin d'infléchir la détermination de nos adversaires en imposant des rapports de force favorables* ». Bref, une sorte de « (petite) dissuasion intégrée ».



Comment citer cette publication

David Pappalardo, « La France a-t-elle vraiment un problème avec le concept américain de dissuasion intégrée ? », *Le Rubicon*, vol. 3, 14 décembre 2023
[<https://lerubicon.org/la-france-a-t-elle-vraiment-un-probleme-avec-le-concept-americain-de-dissuasion-integree/>].